

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50. Tout semestre commencé se paie en entier. On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XI.

No. 50.

Prix du numéro, 7 centims.—Annonces, à ligne, 10 centims. Toute communication doit être affranchie. Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 9 DECEMBRE 1880

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée,) à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

AVIS DE L'ADMINISTRATION

Nos abonnés savent que nos conditions sont pour argent comptant. Nous avons droit d'exiger d'eux \$3.50 au lieu de \$3 pour leur abonnement quand ils ne paient pas d'avance. L'année achève, et un grand nombre n'ont pas encore payé. Nous avons donc le droit de réclamer d'eux la somme de \$3.50. Mais nous voulons bien encore leur donner une chance de se racheter : qu'ils paient sans plus de délai et nous épargner le trouble d'envoyer un collecteur, et nous accepterons les \$3.00. On admettra que nous ne pouvons faire plus pour les obliger et leur donner les moyens de s'acquitter de ce qu'ils nous doivent.

On nous demande quelquefois de faire ceci, de faire cela, mais on oublie que, considérant la manière dont un grand nombre nous paient, nous aurions le droit de faire moins que nous ne faisons, nous donnons trop pour ce qu'on nous donne. Les journaux illustrés des autres pays comptant leurs abonnés par dizaines de mille, et publiant des annonces pour un montant considérable, sont dans des conditions bien différentes pour faire de grandes dépenses. Cependant, nous faisons plus qu'eux relativement. Nous nous proposons d'organiser un comité de collaborateurs, fort et populaire, et de faire certaines améliorations, mais il faut qu'on nous donne les moyens de faire ces changements dans l'intérêt du public. Nous espérons donc que ceux qui nous doivent vont se hâter de nous payer pour profiter de la réduction que nous leur offrons, et qu'ils vont nous envoyer d'autres abonnés afin de nous permettre d'opérer les réformes que nous avons en vue.

Les abonnés qui ont droit à la prime (c'est-à-dire ceux dont l'abonnement est payé jusqu'au 1er janvier prochain) et qui ne l'ont pas encore reçue, sont priés de nous en informer de suite.

L'ÉLECTION DE BERTHIER

Nous avons cru devoir publier au long le remarquable jugement rendu par la Cour de Révision dans cette fameuse cause. Le tribunal se composait des juges Johnson, Olivier et Bourgeois. C'est le juge Johnson qui a prononcé le jugement de la Cour. On se rappelle les articles qui ont été publiés dans ce journal, il y a quelque temps, pour établir qu'aucun tribunal ne pouvait, pour être d'accord avec la loi et la constitution, s'empêcher de déclarer illégale l'intimidation religieuse, allant jusqu'à enlever à l'électeur la liberté de voter pour un candidat ou l'autre. Toute influence, intimidation ou violence physique ou morale, matérielle ou religieuse, ayant pour effet d'empêcher l'électeur de voter ou de le forcer de voter dans un sens plutôt que dans l'autre, est illégale et rend l'élection annulable. C'est ce que nous avons prétendu, et c'est ce que la Cour de Révision vient de confirmer dans un jugement aussi inattaquable au point de vue du bon sens que de la loi.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

NEW-YORK, 4 décembre 1880.

Les politiciens, les hommes d'état, les douaniers, les capitalistes, les fonctionnaires, les repus et les corrompus se pâment d'aise, en ce moment; se frappent mutuellement sur le ventre en s'écriant : Hurrah !

"Le peuple américain est le premier du monde; son commerce, ses richesses, sa puissance productive excitent l'admiration universelle !"

Ajoutez à ce speech le *yunkie doodle* en si bémol, avec accompagnement de grosse caisse; faites flotter par-dessus tout cela le drapeau étoilé, salué par une dizaine de pétarades, et vous aurez une idée des généreuses illusions dont la gran le nation se nourrit habituellement.

Certe, il faut avoir l'esprit mal fait pour jeter une note discordante dans ce concert optimiste. Emettre en doute sur une pareille prospérité c'est soulever l'indignation générale; c'est attirer sur son habit une tempête de boules de neige.

Mais qu'importe; on m'appellera grincheux, fâcheux, démocrate, inflationniste et même socialiste, si l'on veut, je déviderai mon argument jusqu'au bout, en me couvrant de ce bouclier lumineux que l'on nomme la logique !

L'or et l'argent encombrer les banques et les caisses de l'Etat; pourtant j'aperçois le même nombre de malheureux dans les rues qui grelottent sous leurs vêtements déchirés.

La production, me dit-on, a doublé; c'est possible; cela n'empêche pas que je ne rencontre sur ma route une foule de personnes sans travail.

On construit beaucoup en ce moment; c'est vrai, on démolit la maison du pauvre pour mettre à la place un palais! et cela s'appelle le progrès !

Cependant on m'assure que la science mécanique est arrivée à son apogée. J'avoue, à mon grand regret que cette assertion est d'une vérité rigoureuse: en centralisant toutes les inventions et en additionnant les bras qu'elle supprimeront je trouve que, l'année prochaine, il y aura

cent mille personnes de plus qui n'auront pas de travail ! Faut-il remercier messieurs les inventeurs et en même temps le pays qui les a produits ? J'avoue que je ne m'en sens pas le courage !

Ceci n'est pas un paradoxe; bien que le mouvement d'affaires soit énorme en ce pays-ci, les gens sensés accusent notre époque de trop produire, de gaspiller la main d'œuvre, d'encombrer les marchés et de démoraliser le commerce. L'industrialisme ne respecte rien, la sculpture, la gravure, la peinture sont devenus des métiers. On voit aujourd'hui un rustre créer une Vénus de Milo, une Vierge de Raphaël en chauffant une chaudière, en tournant une manivelle et même en ne faisant rien du tout ! Un jour viendra où le premier venu fera un sonnet mono-syllabique en ouvrant une soupape !

* * *

Les Américains ne produisent pas comme tout le monde. La balance de l'importation et de l'exportation les préoccupe peu. Ils n'attendent pas l'occasion pour vendre. Ils se lancent dans les *business* avec une rage insensée; font feu de tout bois et de tout capital, même de celui qui ne leur appartient pas. Il y a quelque temps on vendait à l'encan des reines d'Égypte momifiées. Il restait un roi—une vieille fille l'a acheté; il avait quatre mille ans; elle voulait, disait-elle, avoir une compagne ! Voyez jusqu'où la rage des transactions peut conduire !

Mais souvent cet esprit mercantile ne conduit qu'à la ruine. La concurrence européenne plut d'une fois a fait dégringoler le manufacturier le plus intrépide, ou bien ce sont les grèves qui l'achèvent.

Il est assez ordinaire en effet que les ouvriers demandent une augmentation de salaire au moment où la faillite fait un tour de valse autour de la caisse !

C'est alors que ces grands industriels se servent du tam tam des journaux, des grandes annonces, des brochures alléchantes pour attirer à eux les crédules, les bonnes âmes qui croient que c'est arrivé ! On voit des sociétés comme l'*Old watch building silk company*, des ouvriers et des ouvrières pour remplir les vides causés par les grèves.

Mais puisque le nom de cette compagnie se trouve sous ma plume, je demande la permission de dire quelques mots sur les familles canadiennes qu'elle a arrachés au sol natal et que je viens de visiter.

L'*Old watch Building* est un bâtiment tout en fer qui borde la voie ferrée qui va de Jersey-City à New-York. Bien qu'il ait été construit pour la fabrication des montres, aujourd'hui l'on y tisse de la soie; l'année prochaine l'on y fera peut-être de la chaussure.

C'est à quelques pas en arrière, dans le vieil hôtel St-James, que sont logées les familles canadiennes dont je viens de parler.

La compagnie n'emploie que les jeunes gens, auxquels elle a promis une piastre par jour après six semaines d'apprentissage.

En supposant que cette promesse soit tenue, je me demande ce que feront ceux de ces familles dont les aptitudes ou l'âge ne conviennent pas à cette industrie.

Presque tous regrettent déjà la patrie absente: ils sont comme dans un désert. La population qui les environne leur est hostile; il y a beaucoup d'Allemands. Personne ne comprend le français, en

outre l'eau manque, les chemins sont affreux et, pour compléter ce tableau, il n'y a pas l'église catholique, même dans les environs.

On dit que d'autres familles s'appêtent à venir. Qu'elles n'entreprennent pas ce voyage au moins, sans que leurs compatriotes de Jersey-City-Height leur aient écrit et les aient encouragés.

ANTHONY RALPH.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

Le pape a envoyé au gouvernement français une protestation énergique contre l'expulsion des ordres religieux. On croit que le ministre Ferry va répondre à cette protestation en rompant toutes relations diplomatiques avec le Vatican.

Par décision du ministre de l'intérieur en France, les franciscains, dont le couvent est situé rue des Fourneaux, No. 83, Paris, sont autorisés à rentrer dans leur couvent. Le P. Bernardin, commissaire général de la Terre-Sainte, avait adressé, en son nom et au nom de la *Custode de la Terre-Sainte*, une protestation au ministre de l'intérieur. C'est cette protestation qui a été accueillie favorablement. La notification en a été faite aux religieux. On sait que l'ordre des franciscains a pour mission la garde du tombeau du Christ à Jérusalem. Cet ordre était reconnu depuis fort longtemps par tous les gouvernements. En Palestine, les franciscains sont gardés par des soldats turcs chargés de les faire respecter.

Dans son dernier discours, Parnell a déclaré que pour aucune considération l'Irlande ne se soumettrait de bon gré à un système d'oppression.

Parnell a demandé que son procès fût remis au 20 janvier; sa demande a été rejetée.

Les orangistes ont décidé de faire des contre-démonstrations chaque fois que les partisans de la ligue agraire tiendraient des assemblées. Cette démonstration, si elle est mise à exécution, aura pour effet probablement de précipiter un soulèvement général en donnant lieu à des troubles.

UNE FÊTE DE FAMILLE

Tout était fête et bonheur à la résidence de Joseph Comte, écrivain, le 29 novembre. C'était une vraie fête de famille: on célébrait l'heureux anniversaire de ce monsieur. On lui présenta de beaux cadeaux, mais le plus gentil était une couronne de fleurs naturelles, soutenue par la main d'un petit ange, dont le doux sourire parlait au cœur aussi bien que l'agréable langage de ces charmantes fleurs.

Cette belle couronne fut reçue avec grande joie par cet heureux père, qui nous exprima son bonheur par quelques bonnes paroles.

Parmi les invités, nous remarquons H. Mercier, écrivain, M. P., et sa dame; M. Meunier et sa dame, le Dr T. Lanoué et sa dame, M. A. Vincent, M. Durand, N.P., J. B. Resther et sa dame et sa demoiselle, M. Gravel et sa dame, Melle A. Robert, Melle Couture, Mme E. Mercier et sa demoiselle, et plusieurs autres. On s'amusa gaiement jusqu'au matin.

UN AMI DE LA FAMILLE.